

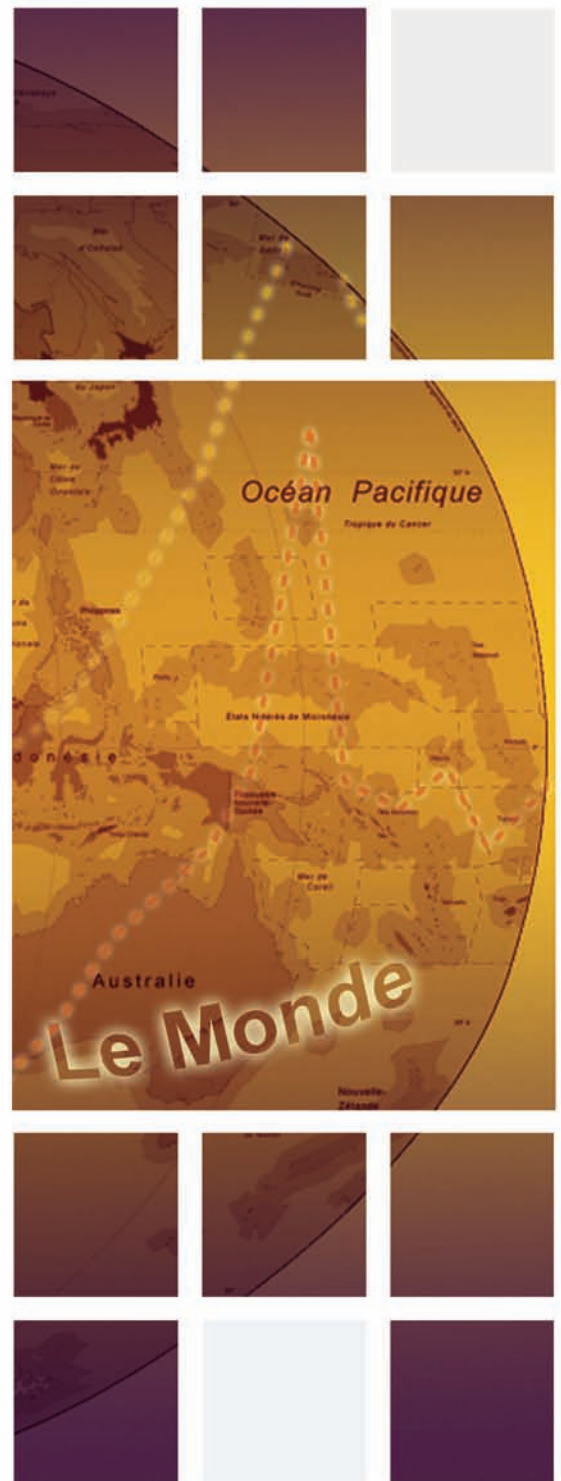
# Points forts

01

De la Polynésie française

**BILAN**

**CONJONCTURE INTERNATIONALE  
2011**



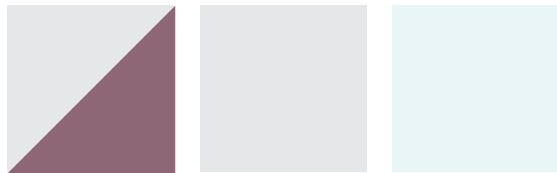
## ESSOUFLEMENT DE LA REPRISE

L'année 2011 a été marquée par le retour des turbulences financières, particulièrement en zone euro. Depuis le milieu de l'année, les trajectoires de croissance ont divergé : les États-Unis n'ont pas rechuté, les économies émergentes ont bien résisté, alors que les pays européens ont souffert de l'aggravation de la crise des dettes souveraines. Au final, la croissance mondiale a ralenti en 2011, à + 3,8 %, après + 4,9 % en 2010.



INSTITUT  
DE LA  
STATISTIQUE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE



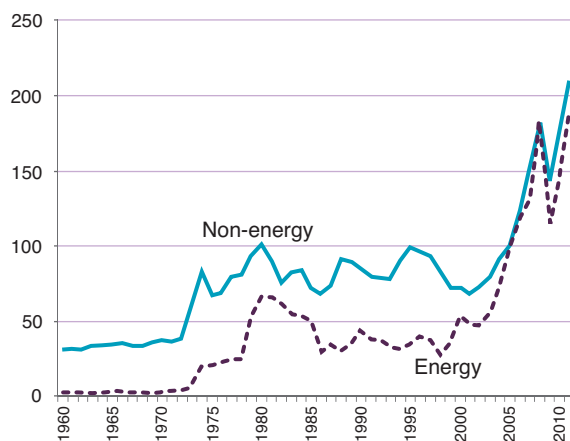


MONDE

L'année 2011 n'a pas été l'année de la reprise escomptée, et concrétise toutes les peurs quant aux conséquences de la crise financière sur l'économie réelle. Les dérives de la finance, en particulier la spéculation, renforcées par la rapide hausse de la demande en provenance de Chine et d'Inde, ont poussé les prix moyens des matières premières - agricoles et énergétiques - à des sommets jamais atteints. Ces hausses pèsent très lourdement sur les consommateurs les plus pauvres amenant les émeutes du début d'année au Moyen-Orient, et poussant les populations délaissées à se révolter et faisant tomber de nombreuses dictatures. Ces mouvements politiques ont eux-mêmes provoqué des tensions sur les cours du pétrole. Sur la première moitié de l'année 2011, un choc inflationniste (prix du pétrole), des tensions sur la chaîne d'approvisionnement industriel (tsunami au Japon), un choc financier (crise de la dette), un commerce mondial atone, des hausses de taux directeurs dans les pays émergents et des mesures d'austérité pour les finances publiques dans les pays développés ont accentué le ralentissement global. Au second semestre, ces éléments demeurent en grande partie (pétrole, politiques monétaires restrictives pour les émergents) ou s'aggravent (crise de la dette, commerce mondial, austérité). Le léger ralentissement de la croissance des pays émergents dans la seconde partie de l'année, a été compensée par une légère accélération de la croissance des pays dits avancés. Le rapide rétablissement de l'appareil productif japonais a permis de maintenir une demande solide, en particulier en matière d'automobile, aux États-Unis et au Japon, pays qui vont soutenir la croissance mondiale au troisième trimestre, alors que la situation économique se dégrade dans la zone euro. Cette dernière a été confrontée à une prolongation et une aggravation de la crise des dettes souveraines, qui a fini par faire douter de la viabilité de la monnaie unique et de la zone euro. Au final, la croissance mondiale a connu une nette modération en 2011, à + 3,8 % (- 1,1 point), et son évolution à court terme dépendra de celle de l'économie européenne.

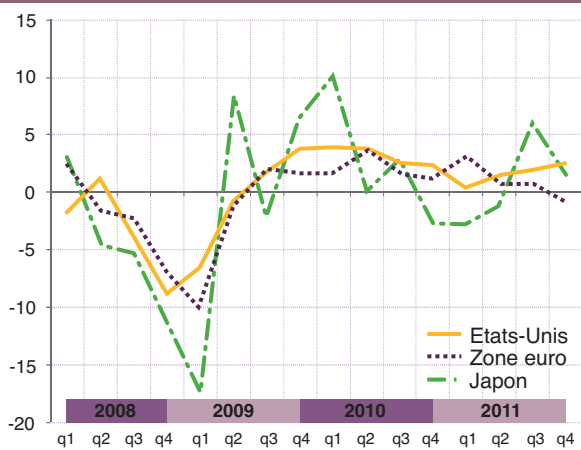
L'année 2011 a mis en exergue l'extrême financiarisation de l'économie, et les difficultés grandissantes des États à maîtriser ce phénomène. De cette situation découle un fort sentiment d'injustice dans les populations qui conduit à l'émergence de mouvements sociaux contestataires, aussi bien en Europe (« les indignés »), qu'aux États-Unis (« Occupy Wall Street »).

INDICE ANNUEL - PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES, 2005=100



Sources : Banque mondiale, ISPF

CROISSANCE TRIMESTRIELLE ANNUALISÉE DU PIB MONDIAL EN TERME RÉEL DU PIB



Sources : OCDE, ISPF

## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES 2011

Unité :	PIB (estimations OCDE) Taux de croissance annuelle	Indice des prix à la consommation en glissement annuel	Taux de chômage en fin de trimestre	Taux directeur Banques centrales	Variation en un an points
	%	%	%	%	points
États-Unis	1,7	3,0	8,5	0,25	0,00
Zone Euro	1,6	2,7	10,4	1,00	0,00
France <sup>1</sup>	1,6	2,7	9,9	1,00	0,00
Japon	-0,9	-0,1	4,6	0,00	0,00
Australie	1,8	3,1	5,2	4,25	-0,50
Nouvelle-Zélande	1,4	1,8	6,3	2,50	-0,50
Chine	9,2	4,5	4,1 <sup>2</sup>	6,56	+0,75

1 : les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix

2 : taux de chômage urbain (seul taux officiel)

Sources : instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, FMI

## ZONE EURO

**La reprise a été contrariée par l'affaiblissement de la confiance vis-à-vis de la dette, mettant en avant une profonde crise de gouvernance.**

Dans la zone euro, l'activité a été soutenue en début d'année avec une croissance de 0,8 % au premier trimestre. Elle est ensuite revenue à 0,2 % aux deuxième et troisième trimestres. Au printemps 2011, la Banque Centrale Européenne (BCE), soucieuse de contenir tout risque de pression inflationniste et de dérapage des anticipations, a augmenté son taux directeur à 1,5 %, tout en prolongeant ses injections de liquidités afin de contrer les tensions sur le marché interbancaire. Le climat des affaires se dégrade malgré tout au cours du deuxième trimestre, et la crise de la dette souveraine s'intensifie, tout d'abord en Grèce, puis en Espagne, au Portugal et enfin en Italie, entraînant des politiques de rigueur conduites par l'Union Européenne, le tout dans un contexte de chômage persistant. Dans ces pays où les finances publiques sont le plus déséquilibrées, les mesures d'austérité ajoutent un effet dépressif à l'attentisme et rendent d'autant plus difficile la réalisation des objectifs budgétaires. La prolongation et l'aggravation de la crise financière européenne ont ainsi eu raison de la modeste reprise de l'activité observée jusqu'en août. L'attentisme croissant des ménages et des entreprises a peu à peu pris le pas sur le seul vrai facteur de soutien de l'activité : les exportations à destination des nations émergentes. Afin de limiter les risques de contagion, la BCE a été amenée dans la deuxième moitié de l'année à gonfler son portefeuille de titres souverains. Le Fonds Européen de Stabilisation Financière (FESF) a été mis en place tardivement et est intervenu de manière trop limitée pour avoir un réel impact. Au terme de l'année 2011, la monnaie unique et l'existence même de la zone euro sont menacées. Le PIB de la zone euro s'est contracté de 0,3 % au dernier trimestre de 2011 en variation trimestrielle. Sur l'ensemble de l'année, la croissance atteint 1,6 %, un bon premier semestre ayant été suivi par une seconde partie de l'année médiocre. Si l'Allemagne et la France ont contribué positivement à la croissance, six pays sont en récession : l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, la Grèce et la Belgique. Le retour de perspectives d'activité décevantes et l'anticipation d'une modération progressive de l'inflation ont conduit la BCE à abaisser son taux directeur de 25 points de base à deux reprises, qui est ainsi revenu à 1 % en décembre.

L'année 2011 a mis en évidence les difficultés de la gouvernance économique de la zone euro : le manque de mécanismes pour corriger les faiblesses internes défavorise l'Europe, alors que son économie n'est pas si

déséquilibrée. Contrairement aux Américains, les Européens ne consomment pas plus qu'ils ne produisent et les comptes extérieurs de la zone euro sont quasiment équilibrés, l'épargne des ménages est abondante et leur endettement deux fois plus faible qu'aux États-Unis, et enfin le poids de la dette publique dans le PIB est inférieur de dix points à ce qu'il est dans le PIB américain et sa progression est beaucoup moins rapide. Mais avec une monnaie unique, les États de la zone ne peuvent plus jouer sur les (taux de) changes, accentuant les divergences économiques internes du fait de différentiels d'inflation persistants. Ceci aboutit à l'accumulation des dettes, en premier lieu dans le privé, puis ces dettes ont été transformées en dettes publiques pour éviter l'enclenchement d'une dynamique récessive. Ainsi, les États sont surendettés et certains se retrouvent en défaut de paiement.

L'annonce des mesures du sommet de la zone euro en octobre n'a pas réussi à rétablir la confiance et elle devra être suivie d'une mobilisation très rapide des ressources financières adéquates afin de freiner la contagion (« crise systémique »). Pour améliorer leur crédibilité budgétaire, les pays de la zone euro ont annoncé des plans d'assainissement définis dans leurs programmes de stabilité, tandis qu'une poursuite de l'assouplissement monétaire s'impose pour soutenir l'activité. Si les initiatives des pouvoirs publics suffisent à rétablir progressivement la confiance, l'activité devrait se redresser légèrement à partir de la mi-2012.

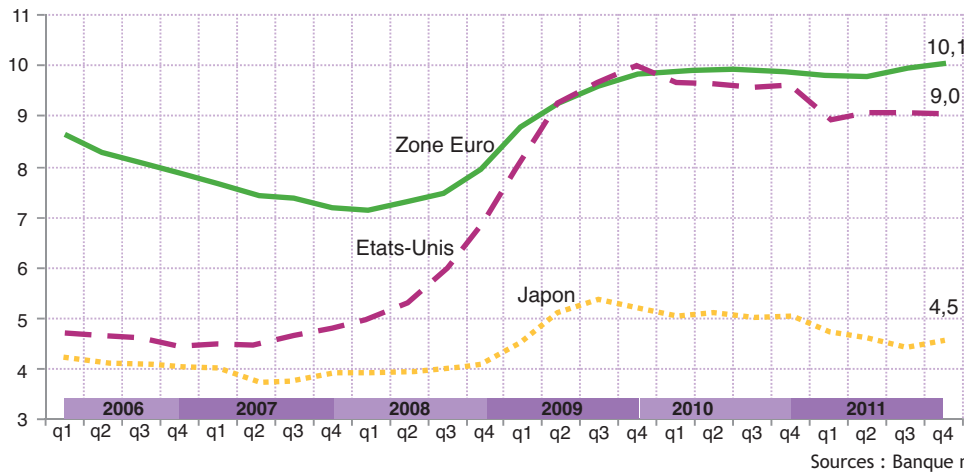
## FRANCE

*Le pays évite la récession de justesse en fin d'année.*

L'année avait bien commencé pour l'économie française : la consommation des ménages repartait et les perspectives d'investissement s'annonçaient encourageantes. L'emploi salarié marchand avait progressé de 126 000 emplois au cours du premier trimestre. La France semblait promise à une reprise, surtout après une croissance de 0,9 % au premier trimestre qui éloignait les craintes d'une double récession. Mais cette reprise a été interrompue par deux événements successifs au cours du deuxième trimestre : le gonflement des cours des matières premières et la crise de la dette européenne. Le premier choc commençait à être surmonté quand les difficultés de financement d'un nombre croissant d'États européens et l'incapacité des autorités européennes à y faire face ont suscité un comportement de plus en plus méfiant et attentiste des agents économiques. Sous la pression des investisseurs et des agences de notation qui craignaient une crise systémique, et alors que la croissance n'a cessé de ralentir, le gouvernement français a multiplié les mesures destinées à réduire le déficit de l'État et celui de la Sécurité Sociale. Il met en place deux plans de rigueur au cours de l'année, ce qui n'a pas empêché Standard & Poors de baisser la note de la France en fin d'année. Malgré un troisième trimestre mitigé, laissant craindre un retour de récession en fin d'année, la croissance en France a été positive au dernier trimestre (+ 0,2 %) et le pays échappe à la récession, ce qui constitue une surprise assez forte compte tenu des indications globalement négatives enregistrées sur les derniers mois de l'année. La consommation des ménages demeure positive au dernier trimestre, les dépenses dans les services ayant compensé le repli pour les dépenses en biens. L'investissement est lui aussi bien orienté en fin d'année, et la réduction du déficit commercial de la France permet au commerce extérieur de contribuer positivement à la croissance. Sur l'ensemble de l'année 2011, le PIB croît de 1,4 %. Il s'agit de l'année de croissance la plus forte depuis 2007 mais l'économie française a encore tourné sur un rythme modeste qui ne lui a pas permis de réduire le chômage. Si l'économie échappe à la récession fin 2011, ce n'est pas le cas de l'emploi. Dans le secteur privé, le nombre de postes de salarié a diminué de 0,2 %, soit près de 32 000 emplois perdus. La contraction a surtout touché l'intérim et dans une moindre mesure l'industrie, victime de la perte tendancielle de compétitivité des produits français à l'export. L'état du marché du travail est très dégradé et tous les indicateurs de l'emploi ne permettent pas d'envisager une amélioration de

la situation à court terme (enquêtes sur les intentions d'embauches, emplois dans l'intérim, marge des entreprises, perspectives économiques).

TAUX DE CHÔMAGE, POURCENTAGE DE LA POPULATION ACTIVE



ÉTATS-UNIS

Après la crise de l'emploi en 2010, les États-Unis traversent une crise de la dette et des déficits publics en 2011. L'économie se redresse en fin d'année. L'économie américaine est plus solide que prévue.

La croissance du PIB américain a été limitée au début de l'année 2011. Conjugée au maintien d'un taux de chômage élevé, cette faible performance a fait craindre un retour de la récession. Afin de limiter l'inflation qui repart dès avril, la Fed resserre sa politique monétaire au cours du deuxième trimestre, soutenant ainsi la consommation des ménages. Après un premier semestre incertain, la demande interne rebondit au troisième trimestre, en liaison avec la baisse du taux d'épargne ; les ventes d'automobiles repartent, soutenues par le rétablissement rapide de l'industrie japonaise. La demande externe se redresse elle aussi ; conjuguée à une politique monétaire souple (« quantitative easing ») qui a favorisé la baisse du dollar, les exportations américaines repartent à la hausse et contribuent à la croissance à hauteur de 0,5 point au troisième trimestre.

Le blocage institutionnel du mois d'août a eu pour conséquence la perte du triple A des États-Unis (uniquement chez Standard & Poors) : l'opposition des républicains aux réformes démocrates a conduit à un plan de redressement jugé « insuffisant ». Un « super comité » bipartisan a alors été mis en place pour proposer enfin des mesures drastiques mais consensuelles de résorption des déficits. Mais ce fut un échec. Les solutions aux grands problèmes structurels du pays - la relance de l'emploi, la maîtrise du financement des retraites, les coûts exorbitants de la santé pour la couverture maladie la plus faible des pays riches, etc. - ont été une fois de plus reportés aux lendemains électoraux. Les vraies mesures d'austérité ne sont donc prévues que pour 2013 (après les élections), ce qui permet de maintenir la demande interne au second semestre. Ainsi la croissance américaine se maintient, à un niveau très faible (+ 1,7 %), mais la crainte d'une nouvelle récession s'éloigne. Un frein à la croissance de l'économie demeure : l'investissement résidentiel ne repart pas (trop de saisies, banques trop frileuses pour les prêts dont les taux sont bas). C'est pourquoi, depuis le second semestre 2011, la Fed a décidé

de stopper ses achats de bons au trésor, et se concentre désormais sur le marché des prêts immobiliers, en rachetant des titres hypothécaires (valeur mobilière adossée à des actifs). L'idée est de faire baisser les taux d'intérêt à long terme, ceux à court terme étant déjà quasiment au plus bas, et relancer ainsi les secteurs de l'immobilier et de la construction. En outre, malgré une inflation persistante, la Fed s'est engagée à maintenir inchangés ses taux d'intérêts (taux des Fed Funds) jusqu'à mi-2013. Pour les années à venir, la croissance américaine dépendra étroitement des ajustements de la politique budgétaire.

## JAPON

*Le Japon a su se redresser rapidement après le tsunami et la catastrophe nucléaire.*

L'économie nippone avait bien rebondi en 2010 (+ 4,1 % de croissance), après deux années de récession. Le PIB s'est contracté en 2011 (- 0,3 %), conséquence du tsunami et de la catastrophe nucléaire de Fukushima en début d'année, qui restera une des pires catastrophes de son histoire. L'industrie automobile nippone a été durement touchée, ainsi que l'industrie électronique comme l'illustre la destruction de l'usine de fabrication d'un des composants de l'iPad 2, qui fournit 50 % de la production mondiale de la tablette d'Apple. Heureusement, l'appareil productif japonais est très flexible, permettant à la production de certaines entreprises de basculer sur d'autres usines. C'est ainsi que la production s'est relevée plus rapidement qu'attendu, au cours du deuxième trimestre, et a permis au Japon de renouer avec la croissance entre juillet et septembre, soutenue par le rebond de la consommation des ménages, des exportations et de l'investissement des entreprises. Puis, au courant de l'automne, la production manufacturière a retrouvé un niveau comparable à celui observé avant le tsunami. Les nombreux stimuli liés à la reconstruction ont permis de relancer l'activité. Mais le ralentissement de la demande en provenance d'Asie en fin d'année, conjugué à un yen fort, ont pénalisé cette reprise. Le Japon a aussi souffert des conséquences des inondations en Thaïlande, fournisseur de matières premières pour les usines nippones, réduisant leur production et entravant leur capacité à vendre vers l'étranger (les exportations, traditionnel moteur de la croissance de l'archipel, ont chuté de 12 % en rythme annualisé au dernier trimestre). Ces chocs sur les lignes de production ont provoqué la disparition de l'excédent du commerce extérieur.

Avec trois programmes de reconstruction, les finances publiques se sont dégradées, et le déficit atteindrait 9 points de PIB (+ 1 point), et le ratio de la dette 212 %, un record parmi les pays de l'OCDE. Le financement de ce déficit est pour l'instant favorisé par un taux d'intérêt quasiment nul. La consolidation des finances publiques va revenir au premier plan des préoccupations du pays dans les années à venir. Il est fort probable que l'économie japonaise enregistra une nouvelle contraction du PIB au premier trimestre 2012. Au-delà, sous l'hypothèse que les tensions financières en Europe ne dégénèrent pas, le PIB pourrait de nouveau progresser mais à un rythme assez faible.

## CHINE

**Le gouvernement chinois semble avoir su relever les défis pour lesquels il était attendu au tournant en 2011 : empêcher une crise sociale et une surchauffe économique...**

L'économie chinoise n'échappe pas au ralentissement mondial en 2011, mais l'activité s'est à peine modérée et reste robuste grâce à une demande domestique vigoureuse. Cette évolution est pour l'instant en phase avec le plan quinquennal annoncé par le gouvernement, qui vise à « aller moins vite mais mieux », favoriser le bien-être matériel du peuple plutôt que la croissance, et engager un rééquilibrage de l'économie vers son marché intérieur davantage que vers les exportations. Dès l'automne 2010, le gouvernement s'est lancé dans une lutte contre l'inflation et la surchauffe, mettant en œuvre les priorités affichées en 2011. Ainsi, malgré une inflation supérieure à 5 % depuis le début de l'année et supérieure à 6 % depuis l'été, les ménages chinois ne subissent pas de choc sur leur pouvoir d'achat. Le revenu par tête corrigé de l'inflation continue de progresser vivement, avec une hausse en zone urbaine de 9,5 % sur un an au troisième trimestre 2011 et de 15 % en zone rurale. La poussée inflationniste n'a pas empêché le revenu réel de croître sensiblement pour les Chinois. Les pouvoirs publics ont concédé des efforts importants pour stimuler les revenus (forte augmentation des minima salariaux, subventions des prix agricoles), et les zones rurales ont la priorité depuis 2009, dans une optique de rééquilibrage de l'activité économique entre campagnes et villes. Ces gains importants de pouvoir d'achat mais aussi des réformes sur le système de protection sociale (santé, retraite) donnent des marges de manœuvre importantes pour consommer. La consommation des ménages chinois se renforce en fin d'année mais demeure insuffisante pour prendre le relais de la demande externe qui faiblit. L'évolution des comptes de ménages va toutefois dans le sens d'une

*L'aide « providentielle » de la Chine dans la crise de la dette en zone euro n'est pas si évidente et ne se fera pas sans contrepartie.*

À la suite du sommet européen, l'Europe a décidé de solliciter la Chine pour aider à stabiliser la crise de la dette. Les autorités chinoises ont donné un accord de principe mais tous les obstacles à leur intervention n'ont pas été levés. La Chine a besoin de l'Europe, principale consommatrice de ses produits exportés (25 % des exports). La Chine détient 3 200 milliards de dollars de réserves de change. Une large part de cette somme est placée en dollar US (dont 1 150 milliards \$ sous forme de dette publique US) et continuera à l'être, le pays continuant à contrôler les fluctuations du yuan par rapport à la devise américaine. De plus, les autorités chinoises font face à un ralentissement économique au plan interne. Il reste donc des marges de manœuvre mais la Chine ne pourra pas puiser dans une trop grande part de ses réserves, Pékin ayant déjà augmenté ses achats de dettes souveraines européennes sur ces derniers mois, le pays souhaite avoir des contreparties à sa contribution à la lutte contre la crise de la dette en zone euro. Ces contreparties sont techniques, d'une part, avec une garantie des engagements chinois ainsi que sur l'obligation de voir d'autres pays émergents « mettre au pot » du FESF. D'autre part, la Chine souhaite accéder au statut d'économie de marché de l'Organisation mondiale du commerce (baisse des droits de douanes sur les exportations chinoises), ce que lui refusent jusqu'ici l'Union européenne et les États-Unis. De plus, les deux grandes économies développées souhaitent que le yuan s'apprécie nettement plus vite. Ce bloc pourrait se fissurer avec l'implication chinoise en Europe. L'Europe est la première destination des investissements chinois à l'étranger par rachat d'entreprise ou fusion, avec 34 % du total.

croissance plus soutenable en Chine. Le modèle économique chinois souffre d'un déséquilibre massif entre l'investissement et la consommation des ménages, cette dernière ne pesant que 35 % du PIB en 2010 en Chine. Un tel niveau est une anomalie, y compris parmi les BRICS (Brésil ou Inde : plus de 60 % du PIB). Toutefois, du fait de son faible poids dans le PIB, une hausse de 10 % de la consommation ne peut générer que 3,5 % de croissance en Chine, le consommateur chinois n'est pas encore prêt à devenir le moteur de l'économie chinoise, et a fortiori de l'économie mondiale.

## PACIFIQUE SUD

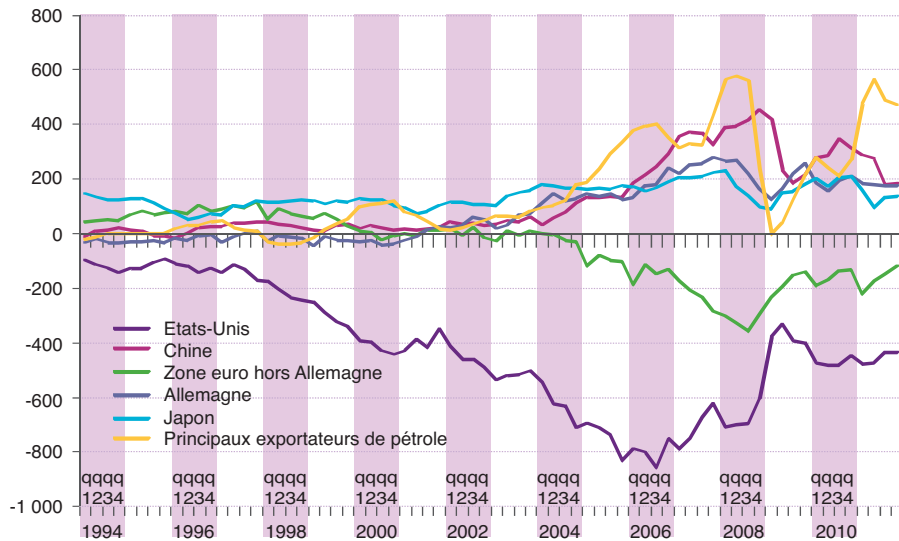
*En tant que producteurs, l'Australie et la Nouvelle-Zélande continuent de bénéficier de la hausse du cours des matières premières et de la bonne santé de leurs partenaires commerciaux (essentiellement l'Asie).*

13<sup>ème</sup> puissance économique mondiale, l'économie australienne a été l'une des plus performantes des pays développés pendant la crise financière mondiale. L'Australie entre dans sa 20<sup>ème</sup> année consécutive de croissance et connaît, depuis 1991, une croissance moyenne annuelle de 3,5 %. L'année 2010, déjà marquée par les catastrophes naturelles, s'est achevée avec une croissance de 2,7 %. La croissance 2011 (aux alentours des 2 % selon les prévisions) a été davantage affectée par les inondations et le cyclone Yasi, au cours du premier semestre (le PIB a reculé de 1,2 %). Mais l'Australie bénéficie avant tout de grandes ressources minérales et énergétiques, qui lui valent d'être l'un des pays de l'OCDE les plus ouverts aux investissements directs étrangers (34 % du PIB australien pour une moyenne OCDE de 23 %). L'UE est le premier investisseur étranger, à hauteur de 36 %, devant les États-Unis (30 %) et le Japon (7 %). En matière de commerce international, l'insertion de l'Australie dans la région Asie-Pacifique se renforce. La croissance australienne est largement dépendante de l'expansion économique des pays asiatiques. Les exportations australiennes vers la zone sont en constante augmentation, surtout vers la Chine (+ 25 % par an). Une forte complémentarité s'est établie entre une Asie en pleine croissance et une Australie riche de ses réserves minières (charbon, uranium, fer, or, diamant...), énergétiques (gaz) et agricoles (viande, céréales, coton, laine...). La Chine est aujourd'hui le 1<sup>er</sup> partenaire commercial bilatéral de l'Australie, et son 2<sup>ème</sup> client après le Japon. Hausse du cours des matières premières oblige, les investissements dans le secteur minéral et énergétique ne cessent de croître. D'innombrables projets miniers sont en cours en Australie occidentale, et les projets gaziers se multiplient dans le Queensland. La valeur des exportations correspondantes est en hausse de 20 % en 2011. Mais les autres industries ne se portent pas aussi bien et souffrent de la hausse du dollar australien : le tourisme et les industries manufacturières sont à la peine en 2011. Pour rééquilibrer l'économie, le gouvernement veut instaurer une taxe sur les profits miniers. Le gouvernement travailliste est parvenu à faire adopter la taxe carbone par le Parlement après des mois de polémiques.

La **Nouvelle-Zélande** a elle aussi été touchée par des catastrophes naturelles ; après un premier séisme fin 2010, un second a touché Christchurch en février 2011 ; le coût des réparations va peser dans la croissance. Heureusement, la Coupe du Monde de rugby a attiré des touristes supplémentaires (85 000 visiteurs et 700 millions de dollars NZ de recettes), et la hausse du cours des matières premières a augmenté la valeur des exportations qui sont essentiellement dirigées vers les pays asiatiques, peu touchés par la crise. Des risques subsistent comme l'endettement des ménages, qui s'est réduit mais reste important, tout comme le déficit (9 % du PIB, suite au séisme). ■

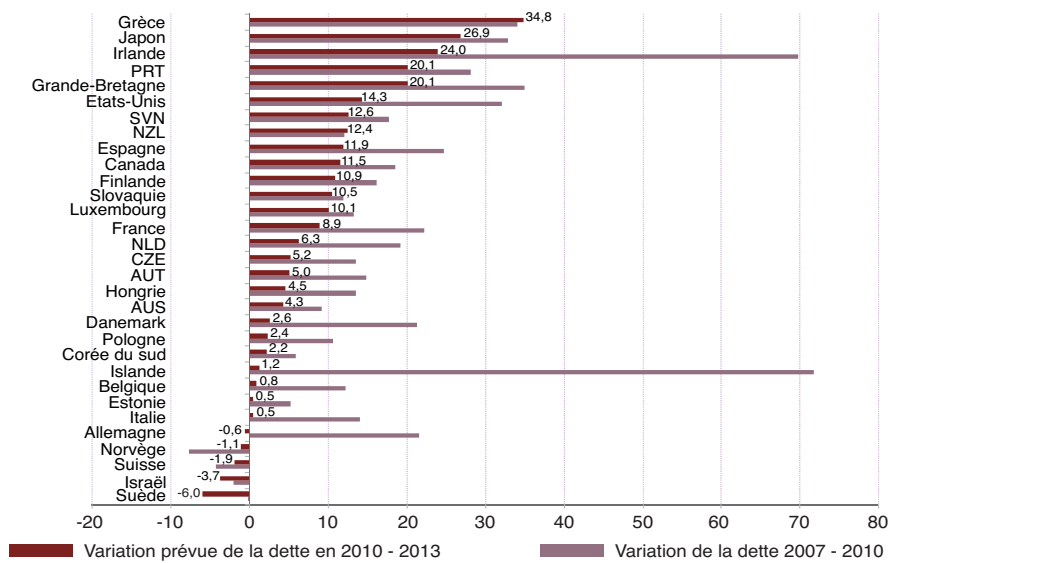


SOLDES DES BALANCES DES OPÉRATIONS COURANTES, MILLIARDS DE DOLLARS



Sources : OCDE, ISPF

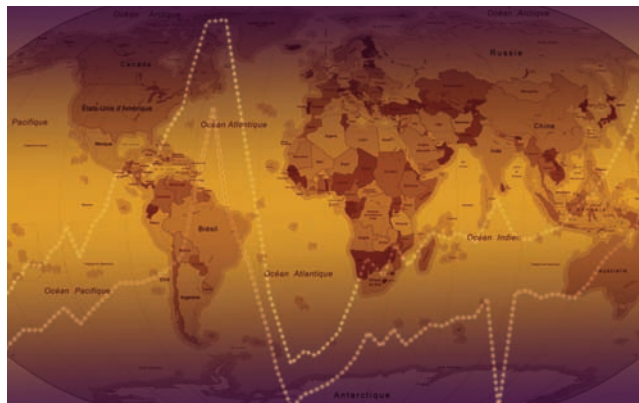
PASSIFS FINANCIERS BRUTS DES ÉTATS, EN POURCENTAGE DU PIB

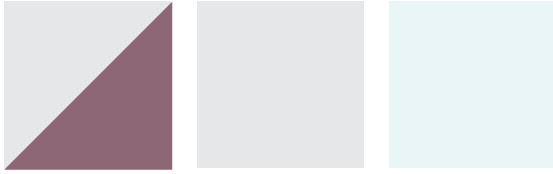


Sources : OCDE, ISPF

**+3,8 %**

La croissance mondiale a ralenti en 2011, à + 3,8 %, après + 4,9 % en 2010.

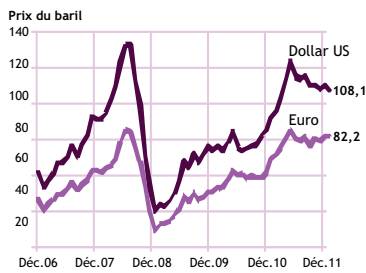




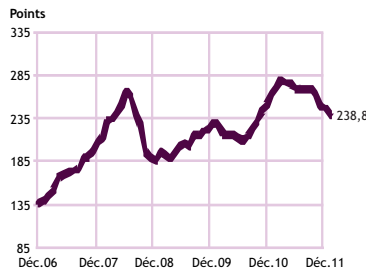
INDICATEURS

INDUSTRIE

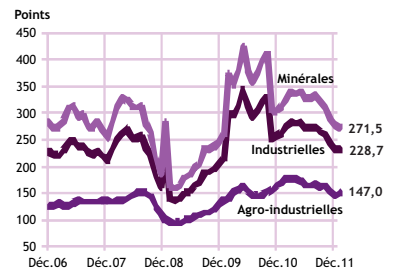
Prix du pétrole (brent "daté")



Indice des prix des matières premières alimentaires



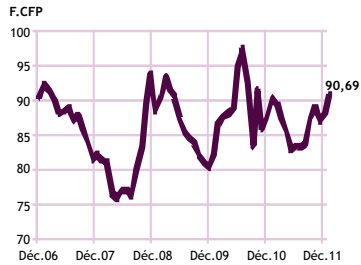
Indice des prix des matières premières industrielles



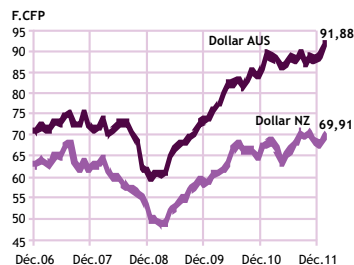
Source : INSEE

CHANGE

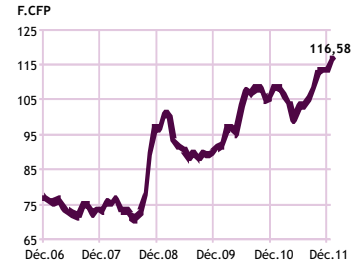
Dollar américain



Dollars australien et néo-zélandais



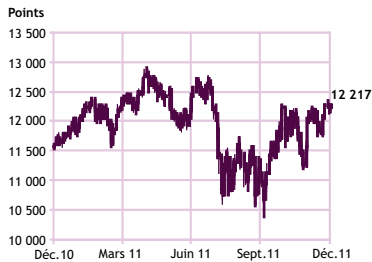
100 Yens



Source : Banque de Polynésie

INDICES BOURSIERS

Dow Jones



Nikkei 225



Eurostoxx



source : yahoo finance

## ACTUALITÉ INTERNATIONALE - ANNÉE 2011

## Janvier

- le 1<sup>er</sup> • **ESTONIE - Zone euro** : croissance soutenue, déficit limité et inflation maîtrisée font du nouvel entrant le meilleur élève de la zone euro. En adoptant l'euro le 1<sup>er</sup> janvier, l'Estonie va apporter au bloc monétaire un peu de rigueur budgétaire, en pleine crise de la dette, et s'éloigner encore de la tutelle russe.
- le 7 • **ALGÉRIE - Crise alimentaire** : de violentes émeutes ont éclaté dans les rues d'Alger. Les manifestants protestent contre la flambée des prix alimentaires et le chômage. Le coût de la farine et de l'huile ont doublé au cours des derniers mois, atteignant des niveaux records. L'Algérie est le second pays du Moyen-Orient où le peuple se soulève contre son gouvernement, après la Tunisie où les incidents ont débuté fin décembre.
- le 14 • **TUNISIE - Changement politique** : le président tunisien Ben Ali capitule après 3 semaines de manifestations publiques (débutées le 19 décembre).
- le 17 • **ÉGYPTE - Crise alimentaire** : un homme s'immole par le feu devant le parlement au Caire, en protestation contre les conditions économiques. C'est le début des manifestations en Égypte.
- le 23 • **YÉMEN - LIBAN - JORDANIE - BARHEIN - IRAN - Crise alimentaire** : la révolte égyptienne s'est propagée aux pays alentours. Les populations descendent dans la rue pour manifester contre les régimes politiques autoritaires en place, mais aussi contre les prix de l'alimentaire trop élevés face à des salaires dérisoires et un chômage important.

## Février

- le 2 • **FRANCE - Livret A** : l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,5 % en décembre, selon l'Insee. Sur un an, il est en hausse de 1,8 %. La rémunération du livret A passera donc à 2 % au 1<sup>er</sup> février 2011.
- le 8 • **CHINE - Taux directeurs** : la Banque centrale de Chine a relevé de 25 points ses taux d'intérêt, portant à 6,06 % le taux directeur à un an et à 3 % le taux des dépôts à un an. L'Institut d'émission a annoncé le 21 février 2011 une hausse de 50 points du taux de réserves obligatoires, soit 17,5 % pour les banques ordinaires et 19,5 % pour les grandes banques avec effet au 24 février 2011.
- le 11 • **ÉGYPTE - Changement politique** : après avoir augmenté les salaires publics de 15 % afin d'endiguer le mouvement de manifestations contre le Président Mubarak, ce dernier a finalement capitulé, laissant le pouvoir aux militaires, après 18 jours de protestations populaires. La révolte égyptienne attise les révoltes des pays alentours, en particulier au Yémen et aux îles Barheïn.
- le 16 • **LYBIE - Crise alimentaire** : premières manifestations à Benghazi en Lybie, réprimées dans le sang par l'armée du pouvoir en place (Kadhafi).
- le 22 • **NOUVELLE-ZÉLANDE - Séisme** : la ville de Christchurch a été frappée par un second séisme. Les pertes humaines se monteraient à environ 200 personnes et plus de 10 000 maisons devront être démolies. Un tiers du centre-ville, où se trouvait la majorité des bureaux, est détruit. Le coût de la reconstruction est estimé à 8 milliards d'euros et les travaux de remise en état de Christchurch devraient s'étaler sur une dizaine d'années et nécessiter le recours à de la main d'œuvre étrangère.
- le 28 • **CHINE - Terres rares** : les exportations chinoises de terres rares baissent en volume mais bondissent en valeur. La nouvelle réduction des quotas d'exportations a, pour la première fois, propulsé le prix de la tonne de terres rares au-dessus des 100 000 dollars. En un an, leur prix a pratiquement été multiplié par neuf, atteignant 109 036 dollars en incluant le fret et l'assurance, a calculé Reuters. Pour les deux premiers mois de l'année, la valeur des exportations chinoises de terres rares a atteint 314,3 millions de dollars, affichant une hausse de 568 % sur un an. Cet envol a été provoqué par la hausse des prix puisque les volumes exportés en janvier et en février 2011 n'ont progressé en un an que de 0,3 % à 7 084 tonnes, selon les données publiées par les douanes chinoises.
- le 28 • **AUSTRALIE - Commerce extérieur** : pour la première fois depuis près d'un an, le solde de la balance des biens et services australienne est devenu négatif, suite à la baisse des exportations de métaux et de minéraux, conséquence des inondations qui ont endommagé les mines de charbon dans le Nord-Est du pays et de la hausse des importations d'hydrocarbures.

## Mars

- le 10 • **NOUVELLE-ZÉLANDE - Taux d'intérêt** : la Reserve Bank Of New Zealand a décidé d'abaisser de 50 points de base son principal taux directeur, qui passe de 3 % à 2,5 %. Ce mouvement fait suite à une croissance économique plus faible que prévu au second semestre 2010, mais surtout cherche à atténuer l'impact immédiat du séisme de Christchurch sur l'économie.
- le 11 • **ARABIE SAOUDITE - Crise alimentaire** : des manifestations ont eu lieu à Riyad. Très encadrées par le gouvernement (les manifestations sont interdites depuis le 7 mars), elles comptaient finalement plus de militaires et de journalistes que de manifestants.
- le 11 • **JAPON - Nucléaire** : un tremblement de terre de magnitude 8,9 qui a eu lieu au large du Japon a provoqué une vague de 10 mètres qui est venue frapper les côtes nippones de la région du Sensai. En plus des milliers de morts et disparus, l'économie du pays, déjà fragilisée par la crise, est durement touchée. La région touchée, désormais très isolée du reste du pays, abritait non seulement des usines

de production de produits électroniques à vocations internationales, mais surtout une importante centrale nucléaire qui a été dangereusement endommagée lors de la catastrophe, et risque de diffuser de la radioactivité bien au-delà des frontières nippones. Ce dernier événement a immédiatement relancé la polémique sur le nucléaire au niveau international.

- le 20 • **LYBIE - Crise alimentaire** : première nuit de frappes aériennes de l'OTAN sur la Lybie afin de protéger les populations contre l'armée de Kadhafi.
- le 20 • **MAROC - Crise alimentaire** : marche contre la corruption.
- le 24 • **SYRIE - Crise alimentaire** : l'attaque d'une mosquée déclenche une vague de protestations qui seront réprimées dans le sang par le gouvernement en place.

#### Avril

- le 6 • **CHINE - Taux d'intérêt** : la Banque centrale de Chine relève à nouveau ses taux pour réduire le volume des liquidités et lutter contre l'inflation. Après avoir relevé de 50 points de base le taux des réserves obligatoires le 25 mars 2011, elle augmente de 25 points de base ses taux directeurs, soit 3,25 % pour le taux de dépôt à un an et 6,31 % pour les prêts à plus d'un an. Le déficit commercial (le premier enregistré par la Chine depuis mars 2010) a atteint 7,3 milliards de dollars au mois de février.
- le 7 • **ZONE EURO - Taux d'intérêt** : la Banque centrale européenne augmente de 25 points de base le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 1,25 %, 2 % et 0,50 %. La dernière augmentation date de juillet 2008. Le Président de la BCE observe que « les données économiques récentes confirment que la tendance de l'activité économique dans la zone euro reste positive dans un contexte d'incertitude toujours élevé ».

- le 18 • **CHINE - Politique monétaire** : la banque centrale de Chine relève son taux de réserve obligatoire de 0,5 point. Pour les grandes banques le taux est désormais de 20,5 % et de 18,5 % pour le reste du système bancaire. Le taux de réserve obligatoire a été relevé de 200 pb depuis janvier et de 350 pb depuis septembre dernier. Les flux de capitaux sont massifs début 2011, en particulier les capitaux spéculatifs, cause importante du durcissement de la politique monétaire (en plus de l'inflation sous-jacente). L'ampleur de ces flux de capitaux est suffisante pour présenter un risque pour le système financier (augmentation de la liquidité en Chine et risque de bulles sur les prix d'actifs). En augmentant le taux de réserves obligatoires, la PBC « immobilise » une partie de ces capitaux (autour de 50 milliards de \$US).

#### Mai

- le 6 • **FINANCES - Matières premières** : les fortes tensions sur le marché des matières premières a débouché, en une journée à Wall Street, sur la baisse du cours du pétrole de 8 %, celui de l'argent de 13 %, l'or de 4 %, maïs, blé et soja de 2 % à 3 %. Au total, l'indice des matières premières a plongé de 5 %, sa plus lourde correction depuis la crise financière de 2008 et l'une des plus fortes de son histoire. Suite à la chute du cours de l'or noir, le plus important fonds spéculatif du monde aurait perdu 400 millions de dollars. D'autres fonds auraient subi des pertes. La bulle spéculative sur le pétrole s'est dégonflée d'une manière inattendue : le brut a perdu 14,7 % en une semaine, la plus forte baisse en pourcentage jamais enregistrée depuis la semaine du 19 décembre 2008. Et cette chute des cours du pétrole a été une surprise pour les investisseurs, même chevronnés.

- le 23 • **OCDE - PIB** : l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) va lancer, dans le cadre des célébrations du cinquantième anniversaire de l'institution, un nouvel indice baptisé « Vivre mieux », inspiré des travaux de Joseph Stiglitz, qui permettra de juger de la qualité de vie dans 34 pays participants. Onze thèmes seront passés au crible (logement, revenu, travail, communauté, éducation, environnement, gouvernance, santé, bien-être subjectif, sécurité, conciliation travail et vie privée) et permettront aux personnes qui le souhaitent de comparer la situation de leur pays aux autres.

- le 23 • **ZONE PACIFIQUE - La Niña** : le phénomène climatique La Niña, rendu notamment responsable des pluies torrentielles en Australie, Amérique du Sud et Asie du Sud fin 2010, début 2011, est actuellement en fin de course, a annoncé l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Les conditions de pêche dans l'océan pacifique seront quasi neutres pour le deuxième semestre de 2011.

- le 24 • **INDE - Prêt** : pour se faire une place sur le continent africain face à la Chine, l'Inde a promis cinq milliards de dollars de prêts supplémentaires à l'Afrique. Au programme, plusieurs institutions à venir, fondées au titre du partenariat Inde-Afrique. Un institut des technologies de l'information est prévu au Ghana, un institut de planification de l'éducation au Burundi, un institut du commerce extérieur en Ouganda et un institut du diamant au Botswana, pour lesquels des accords-cadre ont d'ores et déjà été signés, a annoncé de son côté l'Union africaine.

#### Juin

- le 4 • **CHILI - Transports aériens** : le volcan chilien Puyehue est entré en éruption ce 4 juin après un demi-siècle de sommeil. Des vents puissants ont apporté les cendres au-dessus du Sud des Océans Atlantique et Indien, vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande, provoquant des annulations de vols dans le Pacifique

et plusieurs pays de l'hémisphère Sud (Argentine, Uruguay, Australie et Nouvelle-Zélande).

- le 30* • **FRANCE - Chômage** : forte hausse du chômage en France : 33 600 chômeurs de plus en juin. C'est la plus forte hausse enregistrée depuis octobre 2009. Le nombre de chômeurs de catégorie A atteint désormais 2 720 400 en France métropolitaine, et le chômage des moins de 25 ans confirme son avancée.

### Juillet

- le 06* • **CHINE - Politique monétaire** : l'Institut d'émission a annoncé une hausse de 25 points de ses taux d'intérêt, portant à 6,56 % le taux de prêt à un an et à 3,5 % le taux de dépôt à un an. L'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,5 % sur un an en mai contre 5,3 % en avril.
- le 13* • **ZONE EURO - Politique monétaire** : le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a décidé de relever de 25 points de base le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 1,50 %, 2,25 % et 0,75 %. Ces mesures ont été prises « compte tenu des risques à la hausse pesant sur la stabilité des prix ».
- le 21* • **ZONE EURO - Grèce** : les Européens et le FMI ont adopté les grandes lignes d'un second plan de sauvetage de la Grèce. Au niveau financier, le pays va bénéficier de 109 milliards d'euros de fonds publics. Par ailleurs, le secteur privé doit participer pour 49,7 milliards d'euros. Au niveau structurel, il est créé une « task force » destinée à soutenir la Grèce dans la mise en œuvre des réformes votées et à essayer de redynamiser la croissance du pays en employant au mieux les Fonds européens (aides régionales notamment) non encore utilisés.

### Août

- le 1<sup>er</sup>* • **FRANCE - Taux Livret A** : le taux d'intérêt du Livret A a été relevé de 2 % à 2,25 % suite à une décision de la Banque de France prise mi-juillet. Il s'agit de la deuxième hausse de cette épargne sécurisée en un an alors que ce dernier était resté un an au plus bas niveau de son histoire, soit 1,25 %. Sur les cinq premiers mois de l'année, près de 10 milliards d'euros ont été déposés sur le Livret A, portant le total placé sur ce produit à 205 milliards d'euros.
- le 1<sup>er</sup>* • **ÉTATS-UNIS - Dette** : un accord in extremis a été conclu entre démocrates et républicains pour relever le plafond de la dette de 2 100 milliards de dollars, en contrepartie d'au moins 1 000 milliards de coupes budgétaires. Ce relèvement permettra aux États-Unis de respecter le (nouveau) plafond de la dette et de pouvoir faire des emprunts jusqu'en 2013, soit après les élections présidentielles.
- le 3* • **MONDE - Or** : l'or a atteint un nouveau sommet historique, grimant pour la première fois à plus de 1 670 dollars l'once, porté par un afflux d'investisseurs recherchant la sécurité dans un climat d'incertitude généralisée. En outre, "l'attrait de l'or est renforcé par le fait qu'aucune banque centrale n'a le contrôle de son cours et ne peut intervenir pour limiter sa force", contrairement aux devises refuge que sont le franc suisse et le yen japonais. La Banque centrale de Corée du sud a annoncé avoir acheté 25 tonnes du métal précieux sur les marchés mondiaux entre juin et juillet, une première en treize ans.
- le 05* • **FRANCE - Finances** : le Cac 40 termine en repli de 1,26 % ce vendredi soir, à 3278,56 points. Soit une dixième baisse consécutive, ce qui n'avait jamais eu lieu depuis sa création en décembre 1987. Sur la semaine, la baisse du Cac 40 atteint 10,73 %. Et depuis le début de l'année, l'indice phare de la Bourse de Paris a reculé de 13,83 %.
- le 06* • **ÉTATS-UNIS - Dette** : pour la première fois de son histoire, la première puissance économique du monde perd son tripe A. L'agence de notation point de «risques politiques» face aux enjeux du déficit budgétaire du pays.
- le 10* • **ZONE EURO - Finances** : les Bourses européennes ont subi une violente rechute : les indices européens sont tous en très forte baisse, et les valeurs bancaires françaises s'écroulent. Les marchés sont victimes de multiples rumeurs, qui concernent notamment la dégradation d'une note de crédit de la France, à l'exemple des États-Unis.
- le 10* • **ÉTATS-UNIS - Finances** : la Bourse de New York a chuté pour la troisième fois en cinq séances, effaçant d'un trait son rebond de la veille, emportée par la chute du secteur bancaire et les craintes sur l'économie. Comme en Europe, la retraite du marché a été sonnée par les banques.
- le 10* • **NOUVELLE-ZÉLANDE - Monnaie** : au lendemain de l'annonce de la Réserve Fédérale américaine de maintenir ses taux directeurs à un niveau proche de zéro jusqu'à mi-2013, le taux de change dollar américain /dollar néo-zélandais s'établissait à 0,8361, son plus haut niveau depuis 26 ans.

### Septembre

- le 7* • **SUISSE - Monnaie** : la Banque Nationale Suisse (BNS) a annoncé la création d'un plancher pour le franc suisse face à l'euro, à 1,20 franc pour un euro. Depuis le début de l'année 2008, le franc suisse s'est continuellement apprécié du fait de son rôle de valeur refuge. Le mouvement s'est accentué depuis début 2010, la crise de la dette dans la zone euro prenant plus d'ampleur. La BNS juge que le franc a atteint un niveau posant un risque important pour les exportations et donc la croissance, et contribue à alimenter le risque de déflation.

le 30 • **NOUVELLE-ZÉLANDE - Dette** : fin septembre, les agences de notation Fitch rating et Standard & Poors (S&P) ont décidé d'abaisser d'un cran la note de la dette à long terme de la Nouvelle-Zélande. Elle s'établit désormais à AA contre AA+ précédemment pour la dette en devises. Les deux agences ont considéré que les dépenses de reconstruction liées aux deux séismes intervenus en Nouvelle-Zélande pesaient fortement sur le budget du pays et concouraient à la détérioration de la position extérieure du pays. Elles s'inquiétaient en outre de l'endettement important des ménages, ainsi que du secteur primaire.

#### Octobre

le 18 • **FRANCE - Dette publique** : suite aux mises en garde de l'agence de notation Moody's, expliquant qu'une dégradation budgétaire de la France ou un plan d'aide à la zone euro alourdirait la dette et remettrait en question le AAA français, les marchés obligataires réagissent violemment. Les taux français s'écartent nettement des taux allemands, sans toutefois être suffisamment bas pour être alarmants.

le 27 • **ZONE EURO - Dette publique** : des mesures ont été prises pour « sauver l'euro » lors du Sommet européen. La dette obligataire grecque sera divisée par deux pour les investisseurs privés. Le Fonds Européen de Stabilité Financière voit sa capacité d'action portée à 1 000 milliards d'euros. Les banques seront recapitalisées à hauteur de 100 milliards d'euros.

#### Novembre

le 1<sup>er</sup> • **AUSTRALIE - Taux d'intérêt** : lors de sa réunion mensuelle, le 1<sup>er</sup> novembre 2011, la Reserve Bank of Australia (RBA) a abaissé son principal taux directeur, le cash rate, de 25 points de base, de 4,75 % à 4,50 %. Elle fonde sa décision sur son appréciation moins négative de l'environnement international (perspectives sur la croissance américaine, gestion de la dette publique de la zone euro, évolution des cours des matières premières) et sur la bonne tenue de l'économie australienne.

le 3 • **ZONE EURO - Taux d'intérêt** : le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a abaissé de 25 points de base ses principaux taux directeurs avec effet au 9 novembre 2011 : le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est fixé à 1,25 % ; le taux de la facilité de prêt marginal à 2 % et le taux de la facilité de dépôt à 0,50 %. La BCE a également publié les conditions d'achat de son nouveau programme d'obligations sécurisées de 40 milliards d'euros. Il portera sur des émissions d'obligations d'un volume minimum de 300 millions d'euros, émises sur le marché primaire ou secondaire et bénéficiant d'une notation au moins égale à BBB-, ou équivalente, attribuée par au moins l'une des principales agences de notation.

le 3 • **JAPON - Monnaie** : le 3 novembre 2011, les autorités japonaises sont intervenues tout comme au mois d'août de manière unilatérale sur le marché de changes pour limiter la hausse du yen.

le 29 • **AUSTRALIE - Matières premières** : les dépenses d'investissements décidées dans les ressources minières et énergétiques en Australie, culminent fin octobre à 232 milliards de dollars australiens (+74 % sur un an). Pas moins de 102 projets, un autre record, sont à un stade avancé de développement, décidés ou en construction. Ils se répartissent entre 40 projets dans les minerais, 37 dans l'énergie, 21 pour la construction d'infrastructures et 4 complexes de traitement du minerai. La croissance de l'offre sera significative pour le charbon, le minerai de fer et le gaz naturel, à moyen et à long terme.

#### Décembre

le 5 • **CHINE - Politique monétaire** : la Banque populaire de Chine abaisse le ratio de réserves obligatoires des banques pour assouplir le marché du crédit. La Banque populaire de Chine a baissé le 5 décembre 2011 de 50 points de base à 21 % le ratio de réserves obligatoires des banques.

le 8 • **ZONE EURO - Taux d'intérêt** : le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de la facilité de dépôt à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %. Il estime que « d'importants risques à la baisse pèsent sur les perspectives économiques de la zone euro, dans un contexte d'incertitude élevée ».

le 21 • **ZONE EURO - Refinancement des banques** : les banques de la zone euro se sont approvisionnées auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) lors d'une opération inédite de prêt sur trois ans : 523 banques de la zone euro ont obtenu un montant historique de 490 milliards d'euros de prêts, éloignant ainsi le spectre de faillites d'institutions financières à cause de problèmes de liquidités. Ces liquidités sont bienvenues pour les banques de la zone euro, qui auront de gros besoins de refinancement en 2012, et peinent à trouver des fonds alors que les investisseurs ne leur font plus confiance.

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR [WWW.ISPF.PF](http://WWW.ISPF.PF)